

cela. Les pays de la zone franc étaient dans la récession économique, avec une monnaie manifestement surévaluée qu'ils traînaient comme un boulet. Il fallait donc le faire, ils ont eu le courage de le faire. C'est vrai que c'est une décision risquée, mais je crois pouvoir dire que les trois premiers mois se sont passés avec le minimum d'inconvénients.

C'est vrai que la France s'est fortement mobilisée ; elle a fait un effort considérable à la fois pour rééchelonner ou annuler certaines dettes et, en même temps, pour renforcer son aide budgétaire. Nous avons aussi mobilisé les grandes institutions financières internationales, le FMI et la Banque, qui ont respecté les engagements qui avaient été pris. Un certain nombre de pays, comme le Japon d'où je reviens, ont également fait un effort important. Vous voyez que c'est le contraire de l'abandon de l'Afrique. Au contraire, c'est une chance. Rien n'est encore réussi définitivement ; les six prochains mois vont être cruciaux. Il faut que les mesures d'ajustement qui ont été annoncées soient exécutées et, à ce moment-là, je pense que l'économie africaine pourra repartir d'un meilleur pied.

Il y a déjà des premiers signes dans certains secteurs de production.

#### **Soutien aux processus de démocratisation en Afrique**

*Q - Beaucoup d'observateurs avertis critiquent la politique à deux vitesses de la France, qui consiste d'un côté à encourager certains pays qui s'ouvrent à la démocratie à améliorer leur processus de démocratisation, leur économie et, d'un autre côté, à fermer les yeux sur certaines exactions qui sont commises dans certains pays que l'on qualifie d'amis de la France...*

*R - Ce reproche est injuste. La France a un discours et une action tout à fait clairs. Elle estime que l'Afrique doit progresser vers la démocratie. Certes, le modèle français n'est pas forcément applicable partout immédiatement. Il faut que chacun aille à son rythme, en restant fidèle à son génie propre. Mais il faut que les Droits de l'homme et l'Etat de droit soient respectés de mieux en mieux en Afrique et c'est ce que nous disons à tous nos interlocuteurs. Certains exemples récents ont montré que des progrès étaient possibles ; les élections en Centrafrique, par exemple, se sont déroulées convenablement. Au Togo, nous espérons que les conséquences des élections législatives vont être tirées le plus vite possible par la nomination de la nouvelle Assemblée nationale. Bref, vous voyez que le mouvement est en marche, avec des réussites inégales ici ou là, mais la direction est claire.*

#### **Rwanda**

*Q - Dernière question, la situation qui prévaut à l'heure actuelle au Rwanda et au Burundi inquiète énormément les Africains. Beaucoup d'observateurs avertis pensent que les dernières mesures prises par la France constituent un désengagement dans cette zone. Ne craignez-vous pas justement que ces mesures ne laissent le champ libre aux adversaires de la démocratie ?*

*R - Il faut bien s'entendre. La situation au Rwanda est une tragédie qui nous touche profondément. La*

France a fait des efforts considérables depuis des mois et des mois pour faciliter le retour à la stabilité dans le cadre des accords d'Arusha. Nous avons pris tout récemment les mesures destinées à protéger nos ressortissants. Mais, là encore, excusez-moi d'une certaine franchise ; le rôle de la France n'est pas de rétablir l'ordre par ses soldats sur l'ensemble du continent africain. Nous ne pouvons pas nous substituer à la responsabilité des acteurs africains eux-mêmes. Nous les appelons aujourd'hui à se ressaisir pour revenir à la logique des accords d'Arusha et retrouver les voies d'une concorde nationale.

Cela peut paraître un peu paradoxal alors que les combats font rage un peu partout, mais c'est cela notre rôle, plutôt que de nous transformer à nouveau en une puissance interventionniste qui enverrait ses soldats partout. Ce n'est pas le rôle de la France.

#### **France - Cameroun - Nigeria - péninsule de Bakassi**

*Q - Pourtant, en ce qui concerne la presqu'île de Bakassi, la France a fait un geste en direction du Cameroun que le Nigeria n'a pas du tout apprécié...*

*R - Ne soyons pas ridicules. Pour rétablir l'ordre au Rwanda, il faudrait y envoyer des centaines d'hommes. Dans la presqu'île de Bakassi, il y a eu quelques observateurs français qui n'ont eu en aucune manière d'action militaire. Au contraire, au Cameroun, nous avons essayé de jouer les médiateurs politiques, en essayant de rapprocher le point de vue du Nigeria et du Cameroun ou de faciliter une médiation internationale. Je ne vois là aucune espèce de contradiction, bien au contraire.*

PARIS 11 AVRIL 1994

#### **Interview du ministre des Affaires étrangères, M. Alain Juppé, à Europe 1**

*Q - Bonjour, vous êtes l'homme-clef de trois dossiers dont on n'a pas cessé de parler ces dernières heures : le voyage d'Edouard Balladur en Chine, dont vous revenez, les frappes aériennes de l'OTAN à Gorazde et le chaos qui s'installe au Rwanda sur fond de guerre tribale... Alors ce matin, j'aimerais que vous nous expliquiez le dessous des cartes, sans langue de bois, de préférence.*

#### **France - Chine - Droits de l'homme - démocratie**

*Commençons d'abord par le voyage en Chine. A lire la presse, ce matin, ce n'est pas un grand succès, c'est même un fiasco. Vous êtes tout de même content de vous ?*

*R - Nos objectifs ont été atteints. Quels étaient nos objectifs ? Ce n'était pas, à l'occasion d'un voyage de trois jours, de rétablir ou d'établir la démocratie en Chine. Ce n'était pas non plus de signer des contrats, comme je l'ai lu ici ou là. C'était tout simplement de renouer le dialogue politique avec la Chine.*

*Quand nous sommes arrivés il y a un an, quelle était*



la situation ? La Chine et la France ne se parlaient plus. Et je vais même vous donner un détail concret, puisque vous ne voulez pas de langue de bois : notre ambassadeur de l'époque ne pouvait même plus rencontrer de ministres chinois, ni dans leur ministère, ni à l'ambassade de France. Nous étions en situation de non-dialogue. Est-ce qu'on peut imaginer que la France ne dialogue pas avec un pays comme la Chine ?

Q - Mais le dialogue a été difficile ; vous avez joué à cache-cache sur les Droits de l'homme...

R - Non pas du tout, on n'a pas joué du tout à cache-cache. Au cours d'un entretien entre les deux Premiers ministres et les deux ministres des Affaires étrangères, la France a dit quelle était sa conception des Droits de l'homme et en quoi elle considérait que, de ce point de vue, la situation en Chine n'était pas satisfaisante.

Q - Et il a suffi qu'Edouard Balladur reparte pour que les dissidents soient relâchés ?

R - Je vous avoue que je suis très surpris par cette présentation.

Q - C'est ce qu'on entend.

R - Lorsque nous sommes arrivés à Shanghai, nous avons vu les dépêches d'agences disant que un ou deux dissidents avaient été, non pas arrêtés, mais interpellés. Nous avons immédiatement réagi, et c'est moi-même qui l'ai fait, en convoquant dans mon bureau l'ambassadeur de Chine. Nous avons demandé des explications, en disant que nous exigeons de savoir quelle était la réalité des choses. Le ministre chinois est venu nous dire tout à fait solennellement que ces arrestations n'avaient pas eu lieu. Et l'agence Chine nouvelle l'a confirmé par une dépêche le lendemain du jour de notre arrivée. Alors quand j'entends dire aujourd'hui qu'ils ont été libérés le lendemain du jour de notre départ, je me dis qu'il y a désinformation quelque part.

Q - Vous dites fausse nouvelle...

R - Quelque part, il y a désinformation. En tout cas, ce que je peux dire, c'est que nous avons été tout à fait clairs et je l'ai dit moi-même à mes interlocuteurs : nous sommes là pour parler, il est normal et il est même nécessaire que la France et la Chine aient un dialogue, mais nous ne sommes pas d'accord sur un certain nombre de choses et nous l'avons expliqué très clairement.

Q - Justement, à ce propos, on a senti une différence de ton entre le Premier ministre et vous-même. Vous avez été ferme, très ferme même, et Edouard Balladur a dit par exemple qu'il fallait régler ces problèmes de Droits de l'homme dans, je cite, "la discrétion". Est-ce que c'est le mot ?

R - Ce doit être la distance qui déforme, parce que moi j'étais avec Edouard Balladur et je n'ai pas senti une feuille de papier à cigarette entre nos positions respectives.

Q - Dans un article du Journal du Dimanche, intitulé "l'humiliation faite à la France", Bernard Kouchner reproche à Edouard Balladur de s'être agenouillé devant les dirigeants de Pékin. Il parle d'une école de mutisme et de cécité ; il vous reproche en fait de sacrifier les Droits de l'homme au commerce, un commerce d'Etat,

payé par le contribuable français, j'ai cité Bernard Kouchner.

R - Bernard Kouchner fait son travail - il est dans l'opposition - et, pour une fois, sans grand talent et avec un sectarisme qui ne le grandit pas. Il préférerait, c'est vrai, s'agenouiller, lui, devant les caméras de CNN un sac de riz sur le dos. Ce temps est passé.

### France - Chine - Taiwan - relations commerciales

Q - Il y a quelques semaines, la diplomatie française a fait un grand geste en direction de la Chine en abandonnant - c'est ce que l'on dit - Taiwan. Finalement, après votre retour de Chine, est-ce que vous avez le sentiment d'avoir été, si j'ose dire, payé de retour ?

R - Ce parallèle est intéressant. On nous dit, la morale est en cause, il ne fallait pas reparler avec la Chine, il fallait rester avec Taiwan. Qu'est-ce que c'était la morale avec Taiwan, du temps de M. Joxe par exemple ? Cela consistait à vendre des Mirages et des frégates. Moi, je n'arrive pas à comprendre. Nous n'avons pas rompu avec Taiwan ; nous avons simplement dit à Taiwan que nous tiendrons les engagements pris, quoiqu'il nous en coûte, et qu'à l'avenir, c'est vrai, nous essaierions de respecter une certaine retenue dans les ventes d'armes à Taiwan. Mais nous sommes tout à fait disposé à continuer à coopérer avec Taiwan, et nous le faisons d'ailleurs.

Dans le même temps, nous avons beaucoup de choses à faire en Chine. Avez-vous bien en tête le fait que ce pays - un milliard deux cent millions d'habitants - connaît une croissance annuelle de 13 % par an ? Il a besoin de lignes de téléphones, il a besoin de centrales nucléaires, il a besoin de trains à grande vitesse, il a besoin de blé, puisqu'il en importe. Voilà toute une série de choses sur quoi nous allons travailler maintenant. Cela prendra du temps, parce que ce n'est pas le gouvernement qui décide, ce sont les entreprises qui négocient, mais c'est dans cette perspective-là que nous avons aussi renoué le dialogue.

### Présence de la France en Asie - Inde - Japon

Et permettez-moi de dire que je souhaiterais réintégrer ce voyage en Chine dans le périple que j'ai fait moi-même en Inde et au Japon. Voilà trois pays du monde, proches vus de Paris, en réalité assez éloignés les uns des autres, qui regroupent à peu près la moitié de la population mondiale et où j'ai constaté que depuis cinq ou six ans, la France n'existait pas. Pas de déplacement ministériel, pas de véritable dialogue politique, pas de pugnacité commerciale. Je suis un peu injuste parce qu'il existe, fort heureusement, des entreprises françaises qui sont implantées. Pouvons-nous avoir une politique étrangère sans être présents dans une zone comme celle-là ? Je crois que c'est cela aussi la signification de mon voyage et je tenais à le rappeler.

### Bosnie - frappe de l'OTAN à Goradze

Q - Passons maintenant à la Bosnie. On ne comprend pas tout à fait ce qui s'est passé hier à Goradze où deux avions américains ont bombardé des positions serbes. S'agissait-il de protéger les soldats de l'ONU,



ou bien d'empêcher l'avancée des Serbes sur Gorazde ?

R - Les deux. Gorazde est une zone de sécurité. Je ne vais pas rappeler de quoi il s'agit ; les Nations unies, dans une résolution, ont décidé qu'un certain nombre de zones en Bosnie devaient être sécurisées, pour reprendre le mot exact. Je trouve que l'on a un peu trop tardé. Je me réjouis que l'on soit enfin intervenu avec fermeté pour marquer un coup d'arrêt. Encore faut-il savoir quelle est la perspective.

Q - C'est un vrai coup d'arrêt, ce n'est pas une piqure d'épingle ?

**Bosnie - plan d'action de l'Union européenne - nécessaire reprise des négociations**

R - Ecoutez, les bombardements, ce n'est jamais une piqure d'épingle. Un tournant a été pris, il y a un peu plus d'un mois maintenant, avec l'ultimatum à Sarajevo. J'avais dit dès l'époque que tout ceci devait être réintégré dans une perspective politique et diplomatique et, ce qui m'inquiète, outre la situation sur le terrain bien sûr, c'est que le processus diplomatique piétine aujourd'hui. On discute d'un côté avec les Croates et les Musulmans ; on n'a pas vraiment repris le contact avec les Serbes. Ce que je demande - et il y a relativement urgence maintenant - c'est que l'on réintègre tout ce processus diplomatique dans un cadre général qui soit cohérent et il n'y en a qu'un seul qui existe à l'heure actuelle, c'est le plan d'action de l'Union européenne, qui prévoit une répartition des territoires entre les différentes communautés. Qui prévoit aussi un processus de levée des sanctions dès lors que les Serbes accepteraient de s'engager dans la paix. Il faut reprendre la discussion sur cette base-là et j'y invite toutes les parties, y compris les Serbes bien sûr.

Q - C'est-à-dire que vous relancez une nouvelle initiative Juppé ?

R - Ce n'est pas une nouvelle initiative, c'est la réaffirmation d'une conviction que je défends depuis des mois et des mois. Nous avons fait - et vous savez que la France y a joué un rôle décisif - un pas important sur le terrain en manifestant notre volonté, notre détermination et notre force, mais ceci ne doit pas nous faire oublier que la seule solution possible est une solution autour de la table de négociation.

Q - Vous êtes convaincu que l'ONU est en mesure de poser un cessez-le-feu aujourd'hui à Gorazde ?

R - Je sais que des initiatives ont été prises en ce sens, que les responsables de la FORPRONU ainsi qu'un certain nombre de diplomates sont en train d'essayer de réunir le leader des Serbes de Bosnie ainsi que les responsables bosniaques musulmans pour repasser à nouveau à la discussion.

Q - Et les Bosniaques musulmans disent "c'est trop tard" ; c'est ce qu'a dit le Président bosniaque hier...

R - Excusez-moi de dire avec un peu de force qu'il n'est jamais trop tard et qu'une telle déclaration n'est pas acceptable, bien sûr.

Q - On avait le sentiment hier que c'était les Américains qui étaient les maîtres du jeu ?

R - Non, c'est une décision de l'Alliance atlantique,

demandée par le Secrétariat général des Nations unies, dans le cadre d'une opération à laquelle nous participons pleinement. Ça aurait pu être des avions français, il y en a dans cette force de l'Alliance.

**Rwanda - rivalités ethniques - ressortissants français**

Q - Passons au Rwanda, justement, où les Américains sont un peu absents il faut bien le dire et d'où nous parviennent d'épouvantables récits de massacres ethniques. Partout dans le pays, les Hutus se livrent à la chasse aux Tutsis et inversement...

R - Il suffit de voir les images pour se rendre compte là encore que l'horreur n'a pas de limites. La France, vous le savez, a beaucoup fait au Rwanda depuis des mois et des mois pour essayer de revenir à une situation pacifique...

Q - ...sans grand résultat...

R - Si, nous avons obtenu des résultats puisque les accords d'Arusha avaient été signés, puisque les soldats français avaient été sur le terrain pour faciliter la réconciliation et les choses progressaient. C'est, hélas, l'attentat contre l'avion transportant les deux présidents du Rwanda et du Burundi qui a provoqué la reprise des combats. Nous avons à ce moment-là décidé, avec beaucoup de rapidité, beaucoup de sang-froid et beaucoup d'efficacité de mettre en place un dispositif sur l'aéroport de Kigali pour évacuer nos ressortissants ; et c'est fait maintenant à 90 % comme vous le savez.

Q - Il en reste encore une soixantaine... vous allez essayer d'évacuer les derniers ressortissants français ?

R - Nous allons y procéder dans la journée.

Q - Quand on voit ce qui se passe, croyez-vous que la France se doive encore d'assurer une présence continue au Rwanda, au Burundi ?

R - Nous ne pouvons pas, d'abord, nous désintéresser de nos ressortissants et, ensuite je crois qu'il est de notre devoir aussi de relancer le processus de dialogue. Cela a l'air impossible quand on voit ce qui se passe, quand on voit le degré de haine entre les Hutus et les Tutsis, mais les accords d'Arusha sont là et le rôle de la France est de tout faire, avec tous les pays de la zone, avec l'Organisation de l'Unité Africaine, avec l'ONU pour essayer de faire prévaloir la raison sur la folie qui est en train de se déchaîner. C'est cela notre rôle.

BORDEAUX, 11 AVRIL 1994

**Intervention devant la presse du ministre des Affaires étrangères, M. Alain Juppé à l'occasion de l'inauguration du centre du commerce international de Bordeaux - extraits -**

**Bosnie - Gorazde - frappes aériennes**

Q - Bosnie : au sujet des frappes aériennes à Gorazde.